

<http://lipietz.net/Nantes-et-la-suite>

Après l'assemblée générale fédérale de décembre 2002

Nantes (et la suite)

- Vie publique - Alain Lipietz et les Verts -



Date de mise en ligne : jeudi 2 janvier 2003

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

On me demande de donner mon point de vue sur " ce qui s'est passé à Nantes ", en particulier sur l'échec, que j'espère provisoire, des négociations avec Rénover Maintenant. En fait, j'ai donné au fil du temps mon appréciation sur la liste Alphavert, liste de débat des Verts sur leurs problèmes internes (mise en place à l'époque de l'AG extraordinaire de St Denis, d'où son nom, en référence à la liste alphabétique des motions). Mais tout le monde n'est pas abonné à Alphavert ! Beaucoup de militants " branchés " sur Internet ne suivent que leur liste de débat régional.

J'ai donc composé à l'usage de qui voudra, le pot- pourri ci- joint, certes un peu long. Il comprend :

1. Un court résumé des chapitres précédents.
2. Mon texte " Clarifier ", rédigé dès la nuit du dimanche de Nantes, où j'exprime un vif mécontentement sur les maladresses des uns et des autres, d'abord publié sur la liste DDV puis sur Alphavert.
3. Un texte de Henri Balmain qui raconte la négociation du samedi entre la délégation de DDV et celle de Rénover Maintenant.
4. Mon commentaire sur le texte d'Henri avec des propositions pour en sortir.

Résumé des chapitres précédents

À Nantes, DDV n'a pu réaliser son projet : réunir et réconcilier les Verts.

Pourtant tout avait été préparé pour cela depuis un an.

Après la remise en cause du candidat élu à la présidentielle, suite à la campagne que l'on sait, quelques amis et moi avons décidé de tout faire pour sauver d'abord les Verts.

Cela passait

- ▶ Personnellement, par l'abandon dès la première minute de tout esprit de revanche. J'ai immédiatement rencontré Noël pour me mettre à son service, j'étais avec lui dès son second meeting de campagne et ensuite à Lyon, j'en ai fait une dizaine d'autres pour lui, des articles, des déclarations à la presse.
- ▶ Collectivement, une prise de distance avec le PS dont la politique avait été sanctionnée aux municipales de 2001 (mais pas les Verts). Cette ligne de prise de distance fut ratifiée aux AGF extraordinaires de St Denis et Nantes. Malheureusement leur résultat en furent mal popularisées et nous avons sombré avec le PS. J'ai donné mon bilan de la période électorale dans un texte de juin, " [Que reste- t- il à reconstruire ?- >art867] ".

À Saint- Jean de mont , des VertEs de toutes les anciennes tendances, décidés à tirer le bilan des deux dernières années pour repartir de l'avant, ont lancé un projet de motion, qui s'appellera finalement " Désir de Vert ".

Le processus de rédaction a duré 6 semaines, avec des dizaines de contribution par Internet. Une AG, tenue à Villeneuve St Georges, a procédé aux ultimes arbitrages politiques. Puis Francine Comte a rédigé la synthèse en 10000 signes et le tout à été validé par un petit collectif chargé de la relecture, avec de très légères retouches.

Parallèlement, une initiative a été prise par quelques Verts : la pétition " Ensemble pour Rénover". J'ai donné mon

sentiment à l'époque sur " [l'avenir de cette pétition- >art910] ".

Essentiellement, j'objectais que, si DDV partageait l'opinion qu'un large rassemblement des Verts pouvait se réaliser (eux parlaient de 80 %, j'espérais plus modestement 70%), ce rassemblement ne pouvait pas faire l'économie d'un débat de tous les Verts : précisément, celui de l'AG.

Certains des signataires de la pétition lancèrent par la suite la motion " Rénover maintenant ".

Le premier tour de l'AG (décentralisé) accorda 30% à la motion DDV, 24% à la motion Retrouver et Convaincre la Société, 22% à Ecolo !, 18 % à RM.

Avant l'AG de Nantes, DDV, en commission des résolutions, tenta de faire travailler ses partenaires par amendement sur la base de la motion arrivée en tête, comme il est d'usage. Des contacts parallèles entre tous les courants montrèrent que :

- ▶ de toute façon RCS ne voulait pas participer à une majorité où figurerait Ecolo, ni de Marie- Hélène Aubert pour secrétaire nationale.
- ▶ Ecolo ! était disposé à former une majorité avec nous mais réticent sur l'alliance avec RCS (sans en faire un blocage), la synthèse entre les deux textes était facile, et ils avaient leur candidat pour le secrétariat national.
- ▶ RM ne voulait pas travailler sur la base du texte arrivé en tête et voulait que Marie- Hélène Aubert soit secrétaire nationale.
- ▶ S'exprimant publiquement , Noël Mamère déclara qu'il se satisferait plutôt d'une opposition constructive, et pensait que c'était à DDV de présenter son secrétaire national.

Finalement, DDV s'est acheminé vers Nantes en pensant qu'il serait très facile de faire un texte de synthèse avec Ecolo, très difficile avec RCS. Mais la somme des autres motions que RCS, y compris RM, permettait d'espérer une majorité à 70 %.

" Clarifier ", texte d'AL, nuit du 15 décembre

L'élaboration de la position de DDV à cette AG fut difficile et pourtant elle s'est soldée par un succès assez remarquable. Toute autre (fatigue ? manque de préparation amont ? divergence de fond sur le rôle de DDV ?) fut la préparation du CNIR qui allait suivre.

1. L'AG : un magnifique succès... embarrassant

Le vendredi soir, il fallut se rendre à l'évidence : RCS souhaitait une cure d'opposition (en tout cas de minorité), RM voulait : " MH Aubert secrétaire, point. " Dès lors qu'on ne renonçait pas au secrétariat national, restait plus qu'une solution : la synthèse avec Ecolo. Cela nous garantissait de sortir de l'AG avec un texte à au moins 52 %, mais ne résolvait pas le problème des 60 % nécessaires pour diriger. Nous avons jusqu'ici implicitement supposé que le ralliement de RM ne poserait pas de gros problème. Voir le long email de Pierre Minnaert " Nos alliances ", qui s'en tenait implicitement à l'analyse " RM ira à la majorité " Moi aussi ! c'est pourquoi j'espérais une majorité à 70 %. Mais la folle semaine de MH A rendait ce pronostic caduc : avec le soutien de D. Voynet, elle était en passe de siphonner les voyonetistes de RCS, à l'exception de Denis et Mireille, et commençait à se théoriser en Rocard (ou Blair) des Verts, donc à se positionner contre nous.

Bref, nous décidâmes de faire aussitôt la synthèse avec Ecolo tout en conservant une main tendue à des bouts du

duo RCS- RM en train de se phagocyter l'une l'autre.

Pour cela, il était proposé de permettre la disjonction du paragraphe " bilan " qui ne faisait pas partie des " 4 points " de la motion, afin de permettre le maximum de ralliements. Et d'aller voir tout le monde avec le plus grand esprit d'ouverture possible.

Ce que nous fîmes le samedi matin . Membre de la délégation qui me semblait décisive, en direction de RM, j'eus la surprise de trouver une délégation (dont MH A, Eric Ciquet, etc , mais pas de Ruggy) toute aussi ouverte et même sympa. Henri Balmain a raconté dans son email l'esprit des amendements qu'ils/elles nous ont dicté, en nous donnant rendez vous à 14 heures. Mais MHA a précisé que nous n'étions que leur " plan B " : ils tenterait " un autre texte " avant. Elvire et moi avons cependant eu le temps de rédiger les amendements souhaités, d'en faire adopter le principe par DDV, de les faire contrôler par Ecolo, Yves tapant au fur et à mesure, entre 13 heures et 14 heures !

Las, à 14 heures, comme Henri l'explique, MHA était dans un autre trip (son " plan A " : présenter un nouveau texte avec le soutien explicite de D Voynet) et m'a avoué n'avoir plus le temps de s'occuper de son plan B (nous).

Comme Henri l'explique, son plan A (une pseudo -synthèse avec elle même consistant en la collection des motions ponctuelles déjà adoptées) ayant été retoqué par le conseil statutaire, le débat, de très bonne tenue (sauf De Ruggy, représentant RM, qui se cantonna dans l'invective contre nous). La présentation alternée de la synthèse Ecol- DDV fut si convaincante qu'à l'applaudimètre on sentait qu'on emportait le morceau : pas seulement les 52% (ce qui n'était déjà pas si mal, car toute fusion provoque une petite déperdition), mais au delà !

Et le résultat (54 % : majorité absolue au premier tour) fut fort gratifiant, mais politiquement et même médiatiquement embêtant : il n' y aurait pas de second tour, donc RM ne pourrait pas nous rallier, donc nous étions coincés pour le CNIR.

2. CNIR : le désastre

Donc il ne restait qu'une solution : rallier individuellement des délégués, notamment RM. Nous avions sur le papier 57% du CNIR, donc il semblait qu'il n'y avait que 3 ou 4 voix à gratter.

Sauf que pour les gratter il fallait être super- ouverts et présenter un scénario impeccable, balayant toutes les réticences et arrachant l'acquiescement de quelques cniriens élus en région sur des listes locales.

Or nous offrions un angle d'attaque à l'adversaire : le cas d'Yves Contassot, parisien, masculin, limite- cumul, Et lui même s'ajoutait à Gilles, Parisien, masculin.

Nous avions d'excellentes raisons de vouloir l'un et l'autre. Mais nous ne pouvions en aucun cas rajouter, sur les 5 postes auxquels nous avons droit, un seul homme parisien. J'ajoute que présenter " un " DDV comme porte- parole, pendant qu'Ecolo en présentait un autre était admissible. Mais présenter deux portes paroles masculins une fois la synthèse faite était difficile à faire passer.

Or, qu'avions nous prévu ? la commission des candidatures avait sélectionné 6 noms : trois hommes, trois femmes, trois franciliens, trois non- franciliens, pour être en mesure de parer à ce type de problème. Suite aux vitupérations des uns et des autres dès lors qu'il fut connu que nous avions opéré des sélections, et pris par divers problèmes d'ordre non militant, nous avons promptement battu en retraite et renoncé à dire clairement que toute solution s'écartant de l'équilibre géographico- sexuel nous coulerait.

La commission des candidatures DDV proposa donc la totalité des candidatures en explicitant discrètement ces 6 noms. Et elle organisa le vote selon les critères des postes prioritaires et des personnes prioritaires. Ce vote eut lieu le samedi.

Le soir, la discussion s'ouvrit sur le mandat donné à nos délégués à la Commission des 21 : priorités aux postes ou aux personnes ? On tomba d'accord (suite à une intervention de Rani frappée au coin du bon sens) qu'à part quelques incontournables (secrétaire national) il faudrait être souple avec nos alliés et partenaires en matière de postes. Donc les seules décisions fermes étaient sur les personnes.

Or - coup de chance ! - la liste des candidates préférées (rangés par somme des votes, chaque délégué donnant une note de 1 à 5) donnait, par somme de points décroissant : Cécile, Gilles, Catherine, Nathalie, Yves. Soit : nos 2 Parisiens, plus une banlieusarde et 2 non-franciliennes. J'expliquai que ce vote était assez raisonnable (même si Catherine aurait du mal à faire avaler son 4ème mandat) et nos délégués partirent à la réunion des 21. Celle-ci connut dans la nuit une longue interruption qui ne nous donna malheureusement pas l'occasion de faire le point collectivement.

En fait, la décision de RCS (à laquelle s'était ralliée la direction de RM) était dans Le Monde du jour : une interview de Noël, réalisée avant l'AG, mais applicable au CNIR, en 3 points.

- ▶ c'est la crise
- ▶ faut suspendre les statuts
- ▶ et nommer une direction provisoire paritaire (majorité-minorité)

Saisissant le prétexte de ce que les statuts ne permettait pas à la minorité de bénéficier de la répartition des "restes", ils demandaient de suspendre ce point des statuts...

Il ne nous restait vraiment plus que l'espoir de rallier des Cniriens révoltés.

Le dimanche matin, nous partîmes donc à la chasse aux cniriens ralliables. Pour ma part, je m'attachais à expliquer à la presse ce fichu problème des restes et à détailler les concessions faites à RM.

Entrant dans la salle du CNIR pour la première fois vers midi (je ne suis pas CNIRien...) je découvris alors avec stupéfaction les 2 scénarios proposés aux CNIRiens par le comité des 21 (donc essentiellement par nous). Il opposait deux options. Elles ne différaient que sur un point : alors que Gilles, Yves et Cécile et tous les autres ne changeaient pas, dans un scénario nous alignions Nathalie et Ludovic Bu, dans l'autre Catherine et Jérôme Gleizes.

Bref : vous pouvez choisir, bonnes gens, de toute façon vous éliminerez une femme non-francilienne et la remplacerez par un homme parisien.

Le résultat fut automatique. Non seulement nous n'avons rallié aucun cnirien non-DDV, non-Ecolo. Mais nous avons fait moins bien que la somme théorique des cniriens DDV+Ecolo (57%).

A l'évidence, cette liste sur-parisianisée, macho, et en violation des choix mêmes des délégués de DDV, avait confirmé toutes les accusations de nos adversaires.

3. Clarifier

Aurions- nous pu contrer la tactique de " bordélisation " des maméro- baupinistes soutenus par les voyneto- aubertistes ? Peut être pas. Mais j'aurais aimé qu'on soit battus à 59 %, d'une voix. Pas qu'on recule, et qu'on recule par nos choix, dictés par nos propres délégués à la commission des 21.

Car le pire était encore qu'il y avait un choix. Non pas entre un scénario pariso- machiste et un autre, féminisé et moins parisien. Non, entre 2 mecs parisiens pour remplacer une ou une autre " provinciale " ayant obtenu plus de points qu'eux !

A ce niveau, ce n'est plus une bourde. C'est une ligne. Sans aucun doute justifiée par les arguments classiques des DRH : " une femme, et qui habite loin, mais qu'est- ce qu'elle fera si son gosse est malade le jour des débats importants ? "

Un choix imposé à des délégués DDV qui avaient explicitement, par leurs vote, indiqué le contraire. Mais aux Verts, on a l'habitude : les cadres décident de tout.

Je le dis tout net : j'ai l'impression de m'être fait avoir. Je n'ai pas milité depuis 30 ans en soutien aux luttes féministes et régionalistes pour gober ça. Non seulement c'est con (je n'ai plus le courage d'expliquer pourquoi) mais c'est perdant.

Je n'ai pas travaillé à Reconstruire puis à DDV, contre une direction qui s'asseyait sans scrupules sur le vote des militants, au nom d'un " professionnalisme " supérieur, pour gober ça. Non seulement c'est scandaleux, mais c'est perdant.

Si DDV c'était donc ça, il y avait erreur. J'en présente mes excuses à telle ou tel qui a pu voter DDV par confiance dans mes belles paroles, parce qu'en quelque sorte j'offrais une caution à DDV. Je ne dirais plus à une copine d'aller se présenter au CE, dans une équipe qui ne peut que se faire battre au nom des critères que nous professons nous même, et non sans arrogance. Nous avons subi une défaite grave parce qu'il s'agit d'une défaite éthique.

Reconstruire l'espoir, aujourd'hui, c'est d'abord se clarifier sur l'outil qui avait vocation à le reconstruire : DDV. Les questions sont simples : quelle place accordons nous, dans notre projet :

- ▶ aux choix des militants
- ▶ au féminisme
- ▶ à la critique du centralisme parisien ?

Clarifier entre nous ces questions (et celles qui en découlent telles que " quelle image donnons nous de DDV ? ouverte ou repoussante ? ") me semble la question préalable à tout nouveau contact, toute nouvelle négociation avec des tiers.

Commentaire ultérieur (du 1er janvier).

Ce texte n'est pas tendre avec les responsabilités de mon propre courant. Je ne cherche pourtant pas à en chercher l'existence. J'aurais aimé voir sur Alphavert chaque animateur de courant faire une " autocritique " équivalente. Je précise que

- ▶ La " commission de candidature dont il est question ici est un groupe de travail de DDV chargé de répertorier les candidats DV au CE, au CNIR, etc. ; et de déblayer les problèmes
- ▶ Cette commission des candidatures a examiné les problèmes d'éventuel cumul de Yves Contassot et de " cumul dans le temps " de Catherine Grèze. Après examen des statuts et consultation de conseillers statutaires, il est

apparu qu'il n'y avait pas de problème statutaire (ce qui n'empêche pas qui voudra de penser que ces personnes ne conviennent pas, pour d'autres raisons)

- ▶ Je reconnais dans d'autres textes internes à DDV avoir manqué moi-même de vigilance, pris que j'étais par des problèmes personnels assez lourds à partir de la fin octobre.
- ▶ Une des déléguées à la réunion des 21 a reconnu que mon interprétation était correcte : des délégués de DDV aux 21 avait en effet souhaité " muscler " la participation de DDV au CE par des militants plus disponibles (= mecs parisiens sans enfants)
- ▶ Une nouvelle réunion de DDV à Villeneuve St Georges, fin décembre, a " clarifié " dans le sens que je souhaitais
- ▶ Une réunion DDV- Rénover Maintenant s'est plutôt bien passée et laisse augurer un déblocage de la situation.

Un extrait de texte de Henri Balmain (Vert Isère)

Alphavert, du 22/12 (il répondait à Mickael Marie, de Basse Normandie, qui s'interrogeait sur le caractère officiel des négociations entre DDV et RM, le samedi matin à Nantes.

Ce n'était pas une discussion de couloirs à deux personnes, c'était une rencontre formelle entre une délégation DDV forte de huit personnes, dûment mandatées, et un peu plus de RM (12 à 15) dans la salle du dernier étage. Au cours de celle-ci tout le monde était assis en cercle, plusieurs personnes ont pris la parole pour chaque groupe, trois ou quatre pour RM dont essentiellement MH- A bien sûr, essentiellement Alain et un peu moi pour DDV. D'autres, ou les mêmes, ont pris des notes.

Dans la matinée un exemplaire de notre texte commun PE/DDV avait été remis par moi à quelqu'un de RM dès qu'il avait été tiré, pour leur permettre de l'étudier. C'était le mien, que je n'avais même pas eu le temps de le lire !

Nous avons, clarifié notre démarche, soigneusement noté ce qui était dit sur notre texte, noté ce qu'il faudrait comme amendements pour convenir à RM, ces amendements étant précis et pratiquement rédigés. Le terme "amendement" a bien été utilisé.

Il s'agit, sauf oubli :

Chapitre un pole ecole fort, des alliances, etc.

- ▶ renforcer les Verts, notamment en lançant des campagnes d'adhésions et en approfondissant le débat avec tous les écologistes (suite des EGEP), "en relançant notre réflexion programmatique notamment à partir du livre des Verts, en valorisant le travail des éluEs ; "

On parlait des élus ailleurs, et on a rien contre les élus à DDV ;-)

- ▶ multiplier et clarifier nos rapports avec les forces politiques, partis, associations et mouvements qui, à un titre ou un autre, cherchent une alternative au productivisme, au "néo- "libéralisme, à l'autoritarisme, au racisme, au machisme et à l'homophobie ;

Demande pour prendre en compte le libéralisme de Dany Cohn- Bendit au sens politique anglo- saxon et non au sens économique franco- français. Why not, question de définition

"- approfondir notre dialogue avec les syndicats, mutuelles, associations de consommateurs et de parents d élèves,

et renforcer notre présence en leur sein ; "

Pour nous cela allait de soit, avec quand même la volonté de ne pas paraître instrumentaliser le monde syndical sourcilieux sur la question de son indépendance, ce pourquoi on n'en parlait pas là mais dans le chapitre précédent

"Ni courroie de transmission ni pôle de radicalité, "il s'agit d'engager ainsi une dynamique permettant un enrichissement mutuel, dans le respect des différences, et offrir une perspective politique crédible aux abstentionnistes, aux électeurs protestataires et aux déçus de la gauche.

Il s'agit d'affirmer clairement que les verts sont un parti politique autonome en tant que parti, ne prenant pas leur consigne dans "le mouvement social" et ne visant pas à participer à la construction d'un pôle de radicalité. Cela était déjà clairement dit ailleurs, notamment dans la première partie : En résistance, les Verts seront au coeur des mobilisations environnementales et sociales ; "ils y défendront les solutions écologistes." et aussitôt après "Ces solutions, nous ne renonçons pas à les mettre en oeuvre dans les institutions." mais bon, pourquoi pas là aussi.´

Mon commentaire sur le texte d'Henri et mes propositions pour la suite

(Alphavert, le 23 décembre)

Je confirme totalement la version du Juge Balmain (la loi à l'Ouest de l'Isère) : le texte de synthèse tient compte de tous les amendements demandés par RM (Y compris sur le rôle de élus locaux) Les amendement n'ont certes pas été rédigés en séance de négociation, mais je proposais , sur chaque point de la discussion , qui fut très courtoise et très ordonnée, un résumé de ce que nous avons cru que RM souhaitait voir figurer, et les amendements n'en diffèrent que sur des raccords stylistiques.

RM conserve évidemment le droit de ne pas le voter , mais qu'on nous dise pourquoi.

Quant à la parité , nous nous sommes évidemment gardés de mettre des femmes puisque Mireille Ferri était candidate pour RCS et qu'il nous semblait naturel que Marie Hélène ait droit, si elle le souhaitait , à un poste de Porte Parole.

Consulté sur ce point, Denis Baupin m'a dit "vous faites ce que vous voulez, du moment que vous ne présentez pas deux femmes en Porte parole"

Comme nous n'avons pas envie d'avoir à gérer les problèmes qui ne manqueront pas de se lever entre RCS et RM si nous n'en présentions qu'une, nous ne tenterons pas l'expérience. Donc nous laissons deux places de PP femmes, ce qui arrangera ... tous les hommes de bonne

volonté.

Bon, à part ça, je ne sais pas si vous discutez avec vos collègues de boulot , avec les gens dans la rue, si vous lisez les journaux qui étaient plutôt sympathisants. Le résultat de nos tergiversations est terrifiant.

J'espère qu'ils ne nous lisent pas.

Nous aurions couvert les verts et l'écologie de ridicule parce que un courant aurait présenté trop d'homme au CE ? ou trop d'originaires de Paris centre ?

Ou parce que deux courants s n'arrivent pas à relire leurs amendements ?

Nous avons laissé se refermer une fenêtre de réhabilitation des Verts. Pour la ré- entrebâiller le 11 janvier, il faut une majorité sans coup férir.

Je propose :

- ▶ chaque courant et ddv en particulier présente ses excuses aux autres pour les maladresses commises.
- ▶ on s'en tient strictement aux statuts et à l'agrément intérieur sans chercher à faire voter des modifications "ad hoc" que nul ne songeait à demander avant l'AG
- ▶ la répartition du CE est donc celle qui résulte du vote du 1er décembre avec répartition des restes conformément à l'agrément intérieur (les deux courants de la majorité prenant chacun un reste et abandonnant le troisième à un hors courant)
- ▶ DDV, ayant un nombre impair de représentants au CE, présente 3 femmes et pas plus de deux Paris Intra- muros
- ▶ personne n'élève plus la moindre exclusive contre qui que ce soit d'un autre courant, les seules contestations pouvant être admises ne portant que sur le respect des statuts et tranchées à l'avance par le Conseil Statutaire.

Ce compromis a l'avantage suivant : il décentralise au maximum les problèmes sur chaque motion, les difficultés ne pouvant surgir qu'en leur sein et les statuts réglant les litiges entre motions.

Normalement la réunion des 21 ne devrait plus être dès lors qu'une formalité (elle doit quand même proposer au moins deux scénarios, c'est les statuts !!)

Dès lors on voterait le CE dès le samedi, et devant la presse médusée, on ne parlerait plus que du Prestige, de Bové et des OGM, de Sarkozy et de la guerre d'Irak

By the way, et pour gagner du temps, amorçons ce dernier débat : je suis contre . On a refusé la première, in illo tempore, quand l'Irak avait quand même envahi le Koweït et quand le conseil de sécurité était ok ; Ce n'est pas pour approuver celle qui vient , bien moins justifiée et déjà condamnée... par le Pape !

Post-scriptum :

Lire les [motions](#) de l'Assemblée générale des Verts de Nantes (11 et 12 décembre 2002).